



LA PLAINE DES PALMISTES

## PORTANT REFUS DE PERMIS DE CONSTRUIRE DELIVRÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE DE LA PLAINE DES PALMISTES

<b>Demande déposée le :</b>	02/10/2018	<b>N° PC 974 406 18 A0079</b>	
<b>Demande affichée le :</b>	01/01/2013	<b>Surface(s) de plancher déclarée(s) (m²):</b>	
<b>Dossier complet le :</b>	02/10/2018	<b>Existante :</b>	<b>0</b>
<b>Par :</b>	<b>Madame FONTAINE Sabrina</b>	<b>Démolie :</b>	<b>0</b>
<b>Demeurant à :</b>	<b>19, rue Marc Henri Pinot 97431 PLAINE DES PALMISTES</b>	<b>Créée :</b>	<b>89,9</b>
<b>Représenté(e) par :</b>	<b>/</b>	<b>Totale :</b>	<b>89,9</b>
<b>Sur un terrain sis à :</b>	<b>19 Rue Marc Henri Pinot 97431 LA PLAINE DES PALMISTES</b>	<i>Si dossier modificatif, surface antérieure :</i>	
<b>Référence cadastrale :</b>	<b>406 AR 111</b>		
<b>Nature des travaux :</b>	<b>Nouvelle construction</b>		
<b>Destination de la construction :</b>	<b>Habitation</b>		
<b>Sous-destination de la construction :</b>	<b>/</b>		
<b>Nombre de logement :</b>	<b>1</b>		

### Le Maire,

Vu la demande de permis de construire susvisée,

Vu l'objet de la demande :

- Pour une nouvelle construction,
- Sur un terrain situé 19 Rue Marc Henri Pinot,
- Pour une surface de plancher créée de 89,9 m².

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,

Vu le Plan de Prévention des Risques d'Inondations et de Mouvements de Terrain de la commune de La Plaine des Palmistes, approuvé le 05/12/2011,

Vu le Plan Local d'Urbanisme arrêté le 28/03/2012, approuvé le 29/05/2013 et modifié le 30/06/2016,

Vu le règlement des zones PLU : UR, A,

Vu le règlement des zones PPR : B3, R2,

CONSIDERANT l'arrêté du 10 novembre 2016 définissant les destinations et sous-destinations de constructions pouvant être réglementées par le règlement national d'urbanisme et les règlements des plans locaux d'urbanisme ou les documents en tenant lieu qui indique « La destination de construction « habitation » prévue au 2° de l'article R. 151-27 du code de l'urbanisme comprend les deux sous-destinations suivantes : logement, hébergement. La sous-destination « logement » recouvre les constructions destinées au logement principal, secondaire ou occasionnel des ménages à l'exclusion des hébergements couverts par la sous-destination « hébergement ». La sous-destination « logement » recouvre notamment les maisons individuelles et les immeubles collectifs. La sous-destination « hébergement » recouvre les constructions destinées à l'hébergement dans des résidences ou foyers avec service. Cette sous-destination recouvre notamment les maisons de retraite, les résidences universitaires, les foyers de travailleurs et les résidences autonomie. » et que le projet ainsi présenté ne permet pas de distinguer les deux destinations déclarées à la page 3/12 du CERFA à la rubrique 4.3 et que les surfaces ne sont pas précisées à la page 4/12 à la rubrique 4.5.

CONSIDERANT l'article 6 du règlement B2 du PPR en vigueur qui indique que « Ce zonage correspond aux secteurs exposés à un aléa moyen d'inondation et à un aléa nul ou faible à modéré de mouvements de terrain.

Les écoulements en crue centennale respectent les conditions suivantes :

Hauteurs d'eau inférieures à 1 m ;

Vitesses inférieures à 1 m/s.

Cote de référence : au niveau de la cote de référence de la crue centennale et à défaut à 1 m

Arrêté N° 288-2018  
Date: 16/10/2018

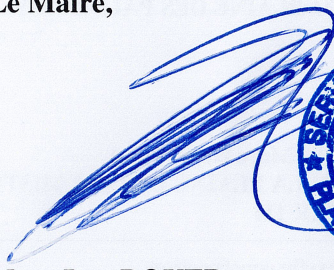

Accusé de réception en préfecture  
974-219740065-20181016-288-2018-AR  
Date de télétransmission : 16/10/2018  
Date de réception préfecture : 16/10/2018

*Au-dessus du terrain naturel.* » et que le projet ainsi présenté fait état d'une construction implantée au-dessous de la côte de référence.

**A R R E T E**

**Article 1 :** Le présent Permis de construire est **REFUSÉ**.

Le Maire,

Marc Luc BOYER.

**Attention**

**Contentieux**

Le (ou les) demandeur peu(ven)t contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. À cet effet il(s) peu(ven)t saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales*